



BAS-RHIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 4 avril 2019

sous la présidence du Maire, **M. Jean-Louis HOERLE**

Nombre des membres élus : 33 Conseillers en fonctions : 33

Conseillers présents : 26 Conseillers absents : 7

dont 7 excusés

6 membres ont voté par procuration.

5) POINT DE L'ORDRE DU JOUR :

**STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE – CONVENTION DE REVERSEMENT
DES RECETTES ISSUES DES FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT
AVEC L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**

Rapporteur : Monsieur le Maire, Jean-Louis HOERLE.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la répartition des pouvoirs
le 08 AVR. 2019
et de la publication
le 09 AVR. 2019
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 5 AVRIL 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Stationnement payant sur voirie – convention de reversement des recettes issues des forfaits de post-stationnement avec l'Eurométropole de Strasbourg

La Loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite Loi MAPTAM, a approuvé la réforme du stationnement payant sur voirie, appelée dépenalisation ou décentralisation du stationnement payant sur voirie. Celle-ci est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, les communes de Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim ont fait le choix du stationnement payant sur voirie sur leur territoire et ont donc mis en œuvre ladite réforme.

Dans le cadre d'une délibération de l'Eurométropole de Strasbourg, prise au mois de septembre 2018, la collectivité a déterminé les principes de l'affectation des recettes issues des Forfaits de Post-Stationnement (FPS), qui lui seront reversées par les trois communes concernées, et ce, conformément aux dispositions des articles L2333-87, R2333-120-18 et R2333-120-19 du Code général des collectivités territoriales.

Dans le cadre de la présente délibération, il est proposé au Conseil d'approuver la convention fixant les modalités et les conditions du reversement des recettes de FPS, de la Ville de Bischheim vers l'Eurométropole. Cette convention prévoit la méthode de calcul du montant des reversements et, en particulier, des coûts liés à la mise en œuvre des forfaits de post-stationnement qui seront pris en compte dans le cadre de la déduction que la commune est autorisée à opérer avant le reversement, mais aussi les modalités de validation des montants entre la commune et la métropole, les dates des reversements, leur durée, etc.

La ville de Bischheim a choisi d'externaliser les missions relevant du service du stationnement public sous la forme d'un marché public.

Afin de déterminer le montant des coûts supportés par la Ville, correspondant aux coûts de mise en œuvre des Forfaits de Post-Stationnement, la convention prévoit de procéder, chaque année, de la manière suivante :

- Calcul des montants versés au titre du marché de services par la Ville à Indigo et correspondant aux postes suivants :
 - Contrôle des horodateurs comprenant, outre le contrôle du périmètre payant, l'information des usagers par les agents de contrôle du prestataire : il sera appliqué à ces coûts dits « mixtes » (car ils ne sont pas exclusivement attribuables au FPS mais aussi liés à la mise en œuvre des redevances horaires), un pourcentage représentant la part de recettes nettes de FPS dans les recettes nettes totales (recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement et recettes des FPS) reversées à la Ville au titre de l'exercice considéré.
 - Gestion des forfaits de post-stationnement, comprenant l'émission et la notification des FPS, leur recouvrement auprès des usagers et leur reversement à la Ville, la transmission auprès de l'ANTAI, des FPS impayés dans le délai de 3 mois, le suivi et l'élaboration d'un rapport mensuel. Ces coûts seront retenus à 100%.

- Gestion des contentieux, comprenant l'instruction (y compris les réponses) des Recours Administratifs Préalables Obligatoires, dits RAPO, et des dossiers de contentieux devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP), l'élaboration d'un récapitulatif mensuel. Ces coûts seront retenus à 100%.

Le Comité Directeur a émis un avis favorable.

La Commission des Finances a émis un avis favorable.

Je vous prie de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

approuve

la convention, ci-annexée, de reversement du produit des Forfaits de Post-Stationnement, entre la Ville de Bischheim et l'Eurométropole de Strasbourg.

autorise

- Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer la convention de reversement du produit des Forfaits de Post-Stationnement, entre la Ville de Bischheim et l'Eurométropole de Strasbourg.

- Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération et à faire exécuter tous les actes en découlant.

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Prefecture
le **08 AVR. 2019**
et de la publication / notification
le **09 AVR. 2019**
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 5 AVRIL 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

Convention de reversement du produit des forfaits de post-stationnement (FPS) entre la Ville de Bischheim et l'Eurométropole de Strasbourg

ENTRE:

La Ville de Bischheim, représentée par son Maire **Monsieur Jean-Louis HOERLE**, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil municipal en date du 4 avril 2019,

ci-après dénommée la Ville d'une part,

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Président **Monsieur ROBERT HERRMANN**, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 19 décembre 2018,

ci-après dénommée l'Eurométropole d'autre part,

EXPOSE

La Loi du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite Loi MAPTAM, a entériné la réforme du stationnement payant sur voirie, appelée dépénalisation ou décentralisation du stationnement payant sur voirie.

Dans la perspective de la mise en œuvre de ladite loi au 1^{er} janvier 2018, le Conseil municipal de Strasbourg, a approuvé, lors de sa séance du 25 septembre 2017, les nouvelles modalités de gestion du service du stationnement payant sur voirie dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation de service public (signé le 9 octobre 2017 avec la société Indigo Infra).

Ainsi, à compter de ce jour, les usagers ne s'étant pas ou insuffisamment acquittés de la redevance de stationnement due, sont redevables d'un forfait de post-stationnement.

Conformément à l'article L2333-87 III. du Code général des collectivités territoriales, les recettes issues des forfaits de post-stationnement sont perçues, à l'instar des recettes issues du paiement immédiat de la redevance de stationnement, par la commune ayant institué la redevance.

La commune a l'obligation de reverser ensuite les recettes issues des forfaits de post-stationnement, à l'Etablissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, en l'espèce à l'Eurométropole de Strasbourg. Ce reversement est opéré, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement.

Par ailleurs, la loi prévoit, pour les métropoles, qu'une délibération du Conseil détermine, avant le 1^{er} octobre de chaque année, l'affectation des recettes ainsi reversées par la Ville, celles-ci devant participer au financement des opérations précitées et définies par l'article R2333-120-19 du Code général des collectivités territoriales.

C'est dans ce cadre que l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé, par délibération du 28 septembre 2018, les principes de l'affectation des recettes issues des forfaits de post-stationnement, qui seront reversées par la commune de Strasbourg à l'Eurométropole.

Cette délibération a également pris acte qu'une convention à conclure entre la Ville de Bischheim et l'Eurométropole de Strasbourg, déterminerait les modalités et les conditions du reversement desdites recettes, de la commune de Bischheim vers l'Eurométropole.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir, conformément aux dispositions du III. de l'article L2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les conditions et modalités selon lesquelles la Ville de Bischheim reverse annuellement le produit des forfaits de post-stationnement (FPS) perçus par elle au titre de sa compétence en matière de fixation des redevances de stationnement sur voirie, à l'Eurométropole de Strasbourg, compétente en matière d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation.

Article 2 : Modalités de calcul du reversement des recettes de forfaits de post-stationnement de la Ville à l'Eurométropole

2.1. Calcul du montant du reversement de la Ville de Bischheim à l'Eurométropole :

Conformément aux dispositions des articles L2333-87 III et R2333-120-18, la Ville reverse l'intégralité des recettes issues des forfaits de post-stationnement à l'Eurométropole, déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, que la Ville aura supportés au cours de l'exercice considéré.

Dans le cadre du contrat de délégation de service public entre la Ville et la société Indigo, celle-ci prend en charge l'ensemble des missions liées à la mise en œuvre du service (contrôle du périmètre payant confié, émission et gestion des FPS, gestion et entretien/maintenance des horodateurs, suivi et mise à jour techniques des machines, collecte des recettes pour le compte de la Ville, gestion des contentieux, etc.).

Ainsi, l'intégralité des recettes est reversée à la Ville :

- Soit par la société délégataire Indigo, qui perçoit à la fois les recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement et les recettes des FPS, acquittés spontanément par les usagers dans le délai de trois mois à compter de leur notification,
- Soit par la Direction générale des finances publiques, s'agissant du produit des FPS acquittés par les usagers après émission d'un titre exécutoire, conformément à l'article L. 2333-87 V du CGCT (phase recouvrement forcé).

- **Détermination des recettes de FPS à prendre en compte :**

Les recettes issues des forfaits de post-stationnement correspondent au produit des FPS acquittés spontanément ou après émission d'un titre exécutoire.

Les recettes à prendre en compte au titre de l'exercice considéré correspondent ainsi aux recettes effectivement reversées à la Ville au titre de cet exercice, déduction faite des FPS qui auront été remboursés aux usagers par la Ville, à l'issue d'une décision rendue en leur faveur, soit lors de la phase de recours administratif préalable obligatoire (RAPO), soit lors de la phase dite contentieuse auprès de la Commission du contentieux du stationnement payant.

Il s'agira des recettes nettes de FPS.

- **Calcul des coûts déductibles :**

Au titre du contrat précité avec la société Indigo, l'intégralité des recettes est reversée à la Ville (recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement et recettes des FPS). En contrepartie, celle-ci verse une rémunération au délégataire Indigo, destinée à couvrir l'ensemble des missions qui lui sont confiées dans le cadre dudit contrat.

Le calcul de cette rémunération figure également dans le contrat : elle est composée d'une part fixe, d'une part variable assise sur les recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement, ainsi que d'une part déterminée en fonction de l'atteinte de certains indicateurs permettant de mesurer la qualité du service public rendu par le délégataire.

Afin de déterminer le montant des coûts supportés par la Ville correspondant aux coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, il est convenu de procéder, chaque année, de la manière suivante :

1. Calcul de la part (en pourcentage) de recettes nettes de FPS dans les recettes nettes totales (recettes provenant du paiement immédiat des redevances de stationnement et recettes des FPS) reversées à la Ville au titre de l'exercice considéré
 - Application de ce pourcentage au montant de la rémunération versée au délégataire au titre de l'exercice considéré
2. Calcul, le cas échéant, des dépenses de mise en œuvre des FPS engagées directement par la Ville.
3. Le montant ainsi déterminé sera in fine déduit des recettes nettes de FPS perçues par la Ville au titre de l'exercice considéré.

Le détail de ce calcul figure dans l'annexe 1 à la présente convention.

2.2. Validation du montant du reversement :

Une réunion sera organisée entre la Ville de Bischheim et l'Eurométropole au cours du deuxième trimestre de chaque année.

Cette réunion aura pour objet de fixer le montant du reversement de la Ville à l'Eurométropole au titre de l'exercice précédent, sur la base des recettes totales perçues pour l'exercice considéré par la Ville, du montant de la rémunération réelle versée par la Ville à son délégataire au titre de l'exercice considéré, ainsi que des dépenses réelles de la Ville au titre de l'exercice considéré, accompagnés des pièces justificatives correspondantes (dont la liste figure dans l'annexe 1 précitée).

L'Eurométropole pourra par ailleurs solliciter la Ville afin d'obtenir des informations ou documents complémentaires, qu'elle jugerait utiles à la vérification du calcul du montant du reversement proposé.

Si le montant à déduire au titre des coûts liés à la mise en œuvre des forfaits de post-stationnement est supérieur au produit des forfaits de post-stationnement perçu, le versement de la Ville à l'Eurométropole est nul. L'Eurométropole ne compense pas le coût supérieur au produit encaissé.

La première réunion se tiendra au cours du deuxième trimestre 2019 afin de déterminer le montant du versement de la Ville à l'Eurométropole au titre de l'exercice 2018.

De plus, pour cette première année de mise en œuvre, les dépenses éligibles supportées en 2017 afin de rendre le dispositif opérationnel au 1^{er} janvier 2018, seront également prises en compte et s'ajouteront aux dépenses engagées en 2018.

Article 3 : Calendrier de reversement du produit des forfaits de post-stationnement de la Ville à l'Eurométropole

Le montant tel que déterminé à l'article 2, sera versé par la Ville à l'Eurométropole annuellement au cours du dernier trimestre de l'année.

Le premier reversement sera donc effectué au cours du dernier trimestre 2019.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée allant jusqu'au terme du contrat de délégation de service public entre la Ville et la société Indigo, fixé le 31 décembre 2024.

Elle entrera en vigueur dès sa signature par les parties.

Cependant, le produit des forfaits de post-stationnement, déduction faite des coûts de mise en œuvre, est dû à l'Eurométropole à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 7 : Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord ou par l'une ou l'autre des parties, pour tout motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Article 8 : Règlement des litiges

En cas de différend né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la convention notamment pour la validation des coûts liés à la mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, les parties tentent de trouver un accord amiable.

Si le différend persiste, il est porté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Strasbourg.

ANNEXE1 : *Tableau de calcul du montant du reversement de la Ville de Bischheim à l'Eurométropole de Strasbourg*

Fait à Strasbourg, en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bischheim
Monsieur JEAN-LOUIS HOERLE
Maire

l'Eurométropole de Strasbourg
Monsieur ROBERT HERRMANN
Président

